



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

jpr/154

Arrêté 16 décembre 2022 portant prescriptions complémentaires relatives à la surveillance de la nappe par la société VYNOVA PPC sur son site de Vieux-Thann

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier le titre 1^{er} du livre V et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU les arrêtés préfectoraux précédemment délivrés à la société VYNOVA PPC pour l'exploitation de ses installations situées à Vieux-Thann, dont, notamment, l'arrêté n°2008-156-5 du 4 juin 2008 modifié par l'arrêté du 14 mars 2016 ;
- VU le courrier en date du 13 septembre 2022 de la société VYNOVA PPC informant le préfet d'un projet visant à implanter un nouveau puits de pompage dans la nappe d'accompagnement de la Thur et sollicitant une modification des modalités de surveillance de la nappe d'accompagnement de la Thur, et le dossier de porter à connaissance associé ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 novembre 2022 ;

Considérant que le projet de modifications, objet du porter à connaissance et mentionné ci-dessus, ne constitue pas, au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement, une modification substantielle des installations de la société VYNOVA PPC ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du code de

l'environnement, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer, en application de l'article R.181-45 susvisé, des prescriptions complémentaires afin de prendre en compte le projet de modifications précité que la société VYNOVA PPC décrit dans son dossier ;

Après communication du projet d'arrêté à la société VYNOVA PPC, qui a pu faire valoir ses observations ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société VYNOVA PPC, dont le siège social est situé 95 rue du Général de Gaulle à Thann (68800) et dénommé « *l'exploitant* » dans la suite de l'arrêté, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de produits chimiques minéraux implantées à la même adresse, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

Les installations, objet du dossier de porter à connaissance joint à la lettre du 13 septembre susvisée, sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance joint à la lettre du 13 septembre 2022 susvisée.

Les dispositions des arrêtés préfectoraux délivrés antérieurement s'appliquent à l'exploitation des installations de la société VYNOVA PPC à Vieux-Thann, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

A compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2016 susvisé sont modifiées comme suit :

- aux 5^{ème} et 6^{ème} tirets du 2^{ème} alinéa, les mots « *hebdomadaires* » sont remplacés par la mention « *selon les fréquences définies dans le tableau ci-après* » ;
- au 7^{ème} tiret du 2^{ème} alinéa, le mot « *hebdomadairement* » est remplacé par la mention « *selon les fréquences définies dans le tableau ci-après* » ;
- à la suite du dernier tiret du 2^{ème} alinéa est inséré le tableau suivant :

Le puits de forage à créer à proximité du puits Pz73 et mentionné dans le porter à connaissance du 13 septembre 2022 susvisé, est nommé T73 dans le tableau ci-après.

	Puits E	Puits T2	Puits T5	Pz06	Pz09	Pz10	Pz12	Pz52	Pz64	Pz70	Pz73	T73	Pz74	Pz75	Pz76
Prélèvement	m	m	m	s	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
pH	m	m	m	s	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Conductivité	m	m	m	s	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
rH	m	m	m	s	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mercure	s	m	m	s	m	s	m	m	m	m	m	m	m	m	s
Chlorure	s				s	s	s		s	s	s	s	s	s	s
As						s		s	s		s	s	s	s	s
Cd						s		s	s		s	s	s	s	s
Cr						s		s	s		s	s	s	s	s
Cu						s		s	s		s	s	s	s	s
Ni						s		s	s		s	s	s	s	s
Pb						s		s	s		s	s	s	s	s
Zn						s		s	s		s	s	s	s	s

M= mensuel, s=semestriel

Surveillance proposée complétée du nouvel ouvrage

La surveillance du Pz73 pourra être abandonnée et l'ouvrage comblé, s'il est démontré que les résultats de la surveillance au Pz73 et au nouvel ouvrage (T73) sont similaires. L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le suivi comparé de ces résultats après 12 mois d'exploitation et proposera la poursuite ou non de la surveillance au Pz73.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 :

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télé recours citoyen accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 6 :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vieux-Thann pour y être consultée.

Un extrait de ce même arrêté est affiché dans ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Vieux-Thann, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société VYNOVA PPC.

Fait à Colmar, le 16 décembre 2022

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

SIGNÉ

Christophe MAROT